

JUGEMENT
N° 176/020/CACPC/TCC
du 11 NOVEMBRE 2020

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0314

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET
DES PETITES CREANCES

ANIAMBOSSOU Estelle
Evelyne C. B épouse
TOSSOU

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : 03 juin 2020

C/

- Société BATIMAT SARL
- Greffier en Chef TCC

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort, prononcé le 11 novembre 2020.

LES PARTIES EN CAUSE

(Me KOSSOU)

DEMANDERESSE :

ANIAMBOSSOU Estelle Evelyn C. B épouse TOSSOU, de nationalité béninoise, Commerçante, demeurant et domiciliée à Abomey-Calavi, au quartier Cocotomey ;

D'UNE PART

OBJET : Délai de grâce

DEFENDEURS :

- **Société BATIMAT SARL**, ayant son siège social au carré n° 57-K, quartier TOKPA-XOXO, Commune de Cotonou, 03 BP 0071, représentée par son gérant, Monsieur Kassem JOUNI, de nationalité sénégalaise, demeurant et domicilié en cette qualité au siège de ladite Société, assistée de Maître KOSSOU, Avocat à la Cour ;
- **Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Cotonou**, demeurant et domicilié ès-qualités en son Greffe sis au sein dudit Tribunal, situé au carrefour des Trois Banques à Cotonou ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Pour parvenir au recouvrement de la somme de neuf cent cinquante mille (950.000) FCFA dont elle réclame le paiement à ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B. épouse TOSSOU au titre de leurs relations commerciales, la société BATIMAT SARL a obtenu à son encontre, du Président du tribunal de commerce de Cotonou, l'ordonnance n° 0085/2020 rendue le 24 mars 2020, lui enjoignant de payer ladite somme ;

Suite à la signification qui lui en a été faite par exploit du 27 mars 2020, ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B. épouse TOSSOU a formé opposition contre cette ordonnance et attrait la société BATIMAT ainsi que le greffier en chef du tribunal de commerce de Cotonou, devant la juridiction de céans, par exploit en date du 27 mars 2020 ;

Devant le tribunal, la demanderesse a déclaré que le solde de sa dette est de huit cent cinquante mille (850.000) FCFA suite au paiement de cent mille (100.000) FCFA faite entre les mains de l'huissier poursuivant et sollicite un délai de grâce d'un an, avec le bénéfice de l'exécution provisoire ;

Elle fait valoir que des difficultés d'écoulement des matériels qu'elle a acquis sont à l'origine de son impossibilité à apurer sa dette ;

Que depuis la sommation de payer qui lui a été adressée le 21 août 2019, elle a réduit sa dette de 1.100.000 FCFA à 850.000 FCFA ;

Qu'elle traverse une situation économique difficile qui la rend nécessaire l'octroi d'un délai de grâce d'un an à son profit ;

En réplique, la société BATIMAT rejette la demande de délai de grâce et réclame paiement du solde de sa créance ;

SUR L'OPPOSITION ET LES DEMANDES DES PARTIES

Attendu que l'article 8 de l'Acte Uniforme relatif aux voies d'exécution dispose qu' « *à peine de nullité, la signification de la décision portant injonction de payer contient sommation d'avoir : • soit à payer au créancier le montant de la somme fixée par la décision ainsi que les intérêts et frais de greffe dont le montant est précisé ; • soit, si le débiteur entend faire valoir des moyens de défense, à former opposition, celle-ci ayant pour objet de saisir la juridiction, de la demande initiale du créancier et de l'ensemble du litige* » ;

Que l'article 14 de la même loi énonce que « la décision de la juridiction saisie sur opposition se substitue à la décision portant injonction de payer » ;

Attendu qu'en l'espèce, ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B. épouse TOSSOU réagissant à l'ordonnance n° 0085/2020 du 24 mars 2020 reconnaît devoir à la société BATIMAT qui ne le conteste pas, la somme de huit cent cinquante mille (850.000) FCFA ;

Qu'elle a produit au dossier les reçus de paiement faits entre les mains de l'huissier instrumentaire qui en atteste ;

Attendu, dans ces conditions, que c'est à juste titre que l'ordonnance n° 0085/2020 du 24 mars 2020 sera anéantie par le présent jugement ;

Attendu, par ailleurs, que devant le tribunal, ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B. épouse TOSSOU n'a pas justifié pour faire face à ses propres engagements ;

Qu'il convient de l'en débouter ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE

Attendu que l'exécution provisoire avant enregistrement n'est accordée qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Que de telles circonstances ne sont pas caractérisées en l'espèce ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Reçoit ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B. épouse TOSSOU en son action ;

Déclare bien fondée l'opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n° 0085/2020 du 24 mars 2020 ;

Dit que ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B. épouse TOSSOU est débitrice de la société BATIMAT SARL de la somme de huit cent cinquante mille (850.000) FCFA ;

La condamne au paiement de cette somme ;

Dit que le présent jugement se substitue à l'ordonnance d'injonction de payer n° 0085/2020 du 24 mars 2020 ;

Déboute les parties de leurs demandes supplémentaires ;

Condamne ANIAMBOSSOU Estelle Evelyne C. B.
épouse TOSSOU aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT